

Mexico, 16 novembre 1866.

S. M. l'empereur Maximilien ayant manifesté le désir d'obtenir un document signé collectivement par le maréchal de France, commandant en chef le corps expéditionnaire, par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France, et par le général, aide de camp de l'Empereur des Français, en mission, concernant la solution de plusieurs questions exposées dans une lettre impériale datée d'Orizaba, 12 du courant ;

Les soussignés, heureux de trouver une occasion de témoigner, autant qu'il dépend d'eux, de leur bon vouloir, sont convenus de transmettre à sadite Majesté la déclaration suivante :

Le gouvernement français s'engage à effectuer le rapatriement de tous les hommes qui composent la légion austro-belge. Cette opération s'exécutera aussi vite que les circonstances le permettront, et, en tout cas, de telle sorte que les Austro-Belges aient complètement évacué le Mexique avant le départ de la dernière brigade française.

Les conditions de détail relatives à ce rapatriement seront réglées entre deux personnes, dont l'une sera désignée par l'empereur Maximilien, l'autre par le maréchal Bazaine.

Les soussignés s'engagent à faire payer une gratification de réforme aux mutilés et invalides de la légion austro-belge, et à faire accorder, aux officiers et soldats de cette légion une indemnité payable au port de débarquement.

La liquidation des gratifications de réforme et des indemnités ci-dessus spécifiées sera confiée à une commission dont feront partie les colonels Kodolich et van der Smissen.

Les soussignés s'engagent, en outre, à employer toute leur influence pour qu'une avance soit faite à la princesse doña Josefa, et au jeune prince don Salvador de Iturbide sur la pension qui leur est due.

Enfin, conformément au vœu exprimé par S. M. l'empereur

Maximilien, M. Carlos Sanchez Navarro sera chargé du paiement des dettes de la liste civile et de la liquidation des comptes de la grande chancellerie. Les sommes provenant de la vente des effets mobiliers appartenant à la liste civile, seront affectés à cet usage, et, dans le cas d'insuffisance, les soussignés s'efforceront d'obtenir que *le complément en soit fourni par le nouveau gouvernement du Mexique.*

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration.

BAZAINE. — DANO. — CASTELNAU.

Les représentants de la France étaient tombés dans le piège que leur avait tendu Maximilien. Le dernier énoncé de l'acte collectif trahissait l'approche d'un nouveau gouvernement déjà prêt à succéder à la monarchie. Les trois co-signataires avaient manqué de perspicacité : ils n'eussent certes pas commis cette faute contre la diplomatie, s'ils se fussent éclairés en comparant les termes des deux lettres impériales, qui traitaient du rapatriement de la légion belge et espacées seulement de douze jours. La première, datée du 31 octobre 1866, commençait ainsi :

« Dans les circonstances difficiles dans lesquelles je me trouve, et qui, si les négociations que je viens d'entamer n'aboutissent pas à un heureux résultat, me forceront de rendre le pouvoir que la nation m'a confié... »

On savait que ces négociations avaient échoué, et au lieu de rendre le pouvoir, Maximilien disait à cette heure, en termes très dubitatifs, qui indiquaient bien une révolution dans ses idées :

« Avant de résoudre définitivement ce que je dois faire,

et pour le cas où ma résolution serait d'abandonner ce pays..... »

Toujours est-il que la lecture du document français ne laissa plus de doute à Maximilien : il venait d'acquérir la certitude que la politique française, l'ayant complètement sacrifié, sans l'ombre d'un regret, au salut de ses propres intérêts, avait définitivement séparé sa fortune de la sienne, et que toutes les mesures étaient prises par le commandement français pour substituer un nouvel ordre de choses à l'empire. Les prédictions de M. Eloin s'étaient donc réalisées ! Impatient d'en finir avec la France, avisé d'un autre côté par Miramon du revirement favorable qui s'était opéré dans les corps de l'État, puisqu'ils se préparaient à descendre à la Jalapilla sur l'appel du souverain, Maximilien envoya une dépêche au maréchal Bazaine pour l'inviter à une entrevue particulière. Dans un entretien confidentiel, il espérait que le général en chef laisserait échapper le dernier mot de la politique des Tuileries.

Orizaba, 18 novembre 1866.

*Très confidentielle et urgente.*

Au maréchal Bazaine,

Je vous remercie, ainsi que le général Castelnau, ainsi que M. Dano, d'avoir réglé les points qui me touchaient de si près. Mais il reste à régler le définitif : un gouvernement stable pour protéger les intérêts compromis. Ces points ne peuvent être traités sans une entrevue directe avec vous. La continuation de mes fièvres ne me permet pas de monter à Mexico. Je vous invite donc à venir un de ces jours ici, et en peu de paroles nous pour-

rons tout arranger d'une manière satisfaisante. J'ai appelé ici, pour samedi, mon conseil d'État et mon président du conseil des ministres.

MAXIMILIEN.

Jamais ces fonctionnaires mexicains n'eussent consenti, eux qui tout à l'heure craignaient de se compromettre dans Mexico, à traverser soixante lieues d'un pays prêt à se soulever, pour venir enregistrer une abdication. Ils connaissaient donc le véritable but de leur réunion à la Jalapilla. Quand cette dépêche parvint au quartier général, l'arrivée et les démarches de Miramon dans la capitale avaient déjà fait pressentir la réaction qui s'était opérée dans les résolutions de Maximilien ; l'attitude du ministère, devenue presque provocatrice, en était un indice certain. Néanmoins, le général en chef, obéissant à la lettre aux instructions officielles de son gouvernement, qui prescrivait de respecter la liberté d'action du jeune empereur, crut devoir se rendre à son appel. Le général Castelnau et le ministre de France, réunis en conseil, s'y opposèrent. Forcé de se soumettre à cette décision, le maréchal expédia à la Jalapilla sa réponse.

Mexico, 18 novembre 1866.

*A S. M. l'empereur Maximilien.*

J'ai pris connaissance de la dépêche télégraphique de Votre Majesté, datée de ce jour. Malgré mon grand désir de me rendre auprès d'elle, il me paraît bien difficile de quitter la capitale dont Votre Majesté m'a confié la garde avant l'arrivée du général Douay, et sans que je sois tranquilisé sur les mouvements militaires ordonnés.

BAZAINE.



Ce ne fut que plusieurs jours après avoir tracé cette réponse, que le maréchal fut pour la première fois éclairé sur les véritables intentions du cabinet français, en recevant une missive du marquis de Montholon, dont pourtant, au premier abord, le sens lui parut assez énigmatique; car il n'était nullement au courant de la marche politique suivie à Washington.

Washington, 9 novembre 1866.

Monsieur et cher maréchal,

Je ne puis que vous annoncer le départ de M. Campbell et du général Shermann pour le Mexique sur la frégate la *Susquehanah*, et vous prier de lire la dépêche chiffrée que j'adresse, par ce courrier, à M. Dano. Dans quelques jours, je pourrai vous en dire davantage. Les dispositions ici sont bonnes; s'il y avait à craindre quelque incident, ce ne serait que sur des questions de détail.

Les nouvelles d'Europe de ce matin ne signalent aucune amélioration dans l'état sanitaire de l'impératrice. Quelle fatalité! La nouvelle du départ de l'empereur de Mexico a été accueillie avec joie, et l'on considère son éloignement comme le signal d'une solution amicale et définitive du différend avec la France au sujet du Mexique.

La question *feniane* au Canada va désormais faire les frais de la politique extérieure. Le résultat des élections est tout entier en faveur de l'opposition et passe condamnation sur la politique présidentielle pour la reconstruction de l'Union. Le parti républicain et radical est, du reste, en ce qui nous concerne, très nettement opposé à tout conflit extérieur.

MONTHOLON,

Washington, 8 novembre 1866.

Frégate *Susquehanah* porte au Mexique M. Campbell et le général Shermann pour rencontrer Juárez. Instructions d'aider à l'établissement d'un gouvernement républicain régulier et d'éviter tout prétexte de conflit avec les autorités françaises. Nulle amélioration dans l'état de l'impératrice.

MONTHOLON.

Washington, 12 novembre 1866.

*Au ministre de l'Empereur à Mexico.*

Mission partie hier. Instructions très vagues. S'entendre avec autre que Juárez en cas d'absolue nécessité seulement; pas d'intervention, pas d'acquisition de territoire. Appui moral à Juárez. Forces sur la frontière de terre et de mer aux ordres du général Sherman. Eviter tout conflit avec nous.

MONTHOLON.

Général Ortega arrêté à Brazos par les Américains.

Tout s'expliqua pour le maréchal dans une visite qu'il reçut sur ces entrefaites de M. Marcus Otterbourg. Ce consul américain, qui arrivait en toute hâte des Etats-Unis où l'on croyait Maximilien déjà embarqué pour l'Europe, était chargé de préparer le terrain aux deux plénipotentiaires accrédités auprès de Juárez. Dans cet entretien, M. Otterbourg annonça au général en chef la prochaine visite de ses deux compatriotes et le but de leur voyage, cherchant à le pressentir sur l'impulsion qu'il comptait donner aux événements. Plus tard, dans une conversation tout officieuse, il manifesta qu'il avait été chargé par son gouvernement,

agissant d'accord avec la cour des Tuileries, de restaurer de concert avec le général en chef la république mexicaine.

« Il était temps, disait-il, de jeter les yeux sur le général juariste à qui devrait être remise la ville de Mexico pour éviter les désordres qui pourraient éclater d'un moment à l'autre. Porfirio Diaz semblait, à son avis, digne du choix français. Il était donc prudent, en prévision des événements, de l'inviter à se rapprocher de la capitale; d'ailleurs, il prévenait le quartier général qu'il avait déjà obtenu des banquiers de la ville les fonds nécessaires pour assurer la solde d'un mois aux troupes de Porfirio Diaz. »

Le maréchal marqua tout son étonnement de voir les choses aussi avancées, et déclara nettement à M. Otterbourg que « tant que Maximilien conserverait le pied sur le sol mexicain et n'aurait pas abdiqué, il restait à ses yeux le seul chef légal du pays ayant droit à la protection française; que jusqu'à ce moment suprême, il n'y avait donc aucune mesure à prendre, tout général dissident conservant forcément le caractère de rebelle et devant être poursuivi comme tel. Plus tard, ajoutait-il, une fois l'archiduc embarqué, il ne verrait pas d'inconvénient à organiser un gouvernement avec le concours de Porfirio Diaz, pour lequel il avouait professer plus d'estime que pour le général Ortega, dont il ne pouvait oublier la forfaiture à sa parole, quoique ce dernier fût le candidat recommandé de Paris. Si cette éventualité de restauration se présentait, continua le maréchal, nous n'accepterons et nous n'appuierons comme prétendant au fauteuil de la présidence que le chef républicain qui nous garantira la reconnaissance de la dette française, en nous donnant des garanties sérieuses. Si nous tombons d'accord,

et en cela je suivrai les instructions de mon souverain, nous traiterons régulièrement, quand le moment sera venu, de gouvernement à gouvernement, et à ce titre nous remettrons naturellement au nouveau président les places de la république, ainsi que l'armement et l'artillerie mexicains. »

Sur une observation spéciale, relative à la livraison de six mille fusils, dont la commande avait été faite d'après la demande de Maximilien, ces armes furent comprises dans le matériel qui pouvait être remis, sauf remboursement, au futur chef de l'État légalement reconnu. La propre déclaration de M. Otterbourg suffirait pour attester l'authenticité de cette conversation dans la forme comme dans le fond, puisque c'est elle qui a donné naissance à la fameuse lettre de Porfirio Diaz adressée au ministre de Juarez, Romero, et publiée récemment par le cabinet de Washington. La tierce personne à laquelle Porfirio a fait allusion est précisément ce consul américain qui n'avait été nullement autorisé à se faire l'interprète officieux ou officiel du quartier général français auprès de ce chef dissident, comme il peut l'attester lui-même. La proposition que Porfirio entend avoir repoussée comme peu honorable a trait à la reconnaissance de la dette et des emprunts français. Quant à la cession éventuelle de canons et de fusils, elle trouve son explication dans le récit qui précède. Reste le dessein prêté au maréchal d'avoir voulu livrer secrètement à Porfirio des armes, les places de l'empire, l'empereur et ses généraux; cette calomnie ne tardera pas à retomber sur son auteur, quel qu'il soit.

Jamais le maréchal n'a revu le général Porfirio depuis le jour où il l'a fait prisonnier à Oajaca avec tout son corps d'armée; il est bon de rappeler que ce chef, remis par les

Français aux Autrichiens sur l'ordre de Maximilien, s'est échappé des mains de la légion austro-belge. Le quartier général, comme les documents le prouveront tout à l'heure, a négocié plus tard l'échange de prisonniers avec ce chef mexicain, dont la loyauté a égalé l'humanité; mais tout cela s'est passé au grand jour et à distance par les soins des officiers français commandant à Tehuacan et à Puebla. Porfirio, dont on ne peut qu'honorer l'énergique revendication des droits de son pays, avait donc cédé à un conseil perfide ou à un sentiment coupable qu'il ne pouvait manquer de désavouer, lorsqu'il a tracé cette lettre dont M. Seward a fait naître lui-même et a réclamé l'envoi, comme pièce à l'appui de sa politique étrangère. Ce document inséré au livre jaune, avait pour but de prouver qu'il avait fait agir à Mexico le représentant américain en faveur de la doctrine de Monroe et de calmer la mauvaise humeur du congrès irrité de l'échec de la mission de ses deux envoyés, MM. Campbell et Sherman. La question mexicaine, qu'on ne s'y trompe pas, a été depuis cinq ans, pour le cabinet des États-Unis, un moyen calculé de popularité et un instrument dont il a su jouer avec autant de hardiesse que d'habileté, pour imposer silence aux cris des mécontents ou des ennemis du successeur de Lincoln.

En effet, la mission des plénipotentiaires américains avait complètement échoué. Le consul des États-Unis à la Vera-Cruz avait fait demander le 25 novembre à Mexico, par voie télégraphique, si la frégate la *Susquehanah*, encore à l'ancre devant Tampico, pouvait venir à la Vera-Cruz, et si elle y serait bien reçue, le ministre Campbell et le général Sherman désirant s'aboucher avec les autorités françaises. Le quartier général répondit : « que la frégate américaine serait

reçue comme tout autre bâtiment de guerre d'une nation amie, et que les personnages en question seraient bien accueillis à Mexico, s'ils désiraient y venir. » Le consul s'empressa d'expédier cette réponse à Tampico par le *packet* anglais qui était de passage. Le 29 novembre, par gros temps, la *Susquehanah*, arborant fièrement le pavillon étoilé, contournait les grandes dunes derrière lesquelles se détache tristement la ville de Vera-Cruz. A peine en vue de la rade, elle aperçut un canot qui s'éloignait du port à force de rames et qui se dirigeait dans ses eaux; elle stoppa bientôt au large du fort Saint-Jean-d'Ulloa, pour recevoir à son bord le personnage qui montait l'embarcation signalée : c'était le consul américain de Vera-Cruz. Il était porteur de graves nouvelles qui frappèrent de surprise MM. Campbell et Sherman. La ville était en fête; on apercevait déjà les guirlandes de feux dont s'illuminaient ses principaux édifices, et le vent apportait en rade le bruit des détonations des pétards. Tout ce mouvement avait pour cause la résolution de Maximilien, qui allait apprendre au Mexique que le souverain renonçait à son départ pour l'Europe, et que, cédant aux instances des grands corps de l'État, il remontait à Mexico retremper sa souveraineté dans le suffrage populaire. Le ministre et le général américain, qui s'étaient flattés de voir à leur arrivée la bannière républicaine flotter sur les bâtiments de la douane du port, donnèrent l'ordre à la frégate de virer de bord, et s'en allèrent mouiller devant l'île Verte, à quelques milles de la Vera-Cruz, dans l'attente des événements. Le lendemain matin, un officier de la marine française allait complimenter le commandant de la frégate américaine, selon le cérémonial ordinaire. Le lieutenant général Sher-

man, avisé de Mexico par M. Otterbourg, que le *maréchal* le recevrait avec toute la distinction due à son grade et avec la plus franche cordialité; qu'il serait même heureux de le faire assister à une revue des troupes françaises, répondit qu'il n'irait à Mexico que sur une invitation pressante du quartier général. Il est certain que le spectacle d'un défilé de nos troupes n'était pas le but de la mission américaine.

Cette invitation pressante ne fut pas envoyée à la *Susquehanah*, et la frégate reprit la mer, comme le faisait pressentir la dépêche du consul américain, à Vera-Cruz.

A M. Marius Otterbourg. Mexico.  
(Confidentielle.)

Heureux d'apprendre que vous êtes arrivé, tout allant bien. J'ai passé la nuit à bord de la *Susquehanah*, attendant avec patience de vos nouvelles. Si ce n'est tout de suite, aller à Tampico, ne voulant pas aller à Mexico sans être invités. Mais vous savez tout ce qui concerne la chose, et écrivez promptement.

LANES.

XX

Que s'était-il donc passé dans les derniers temps à la Jalapilla? Le ministère et le conseil d'État, descendus de Mexico à Orizaba sous escorte française et sous la conduite de Miramon, étaient entrés en conférence et s'étaient constitués en permanence du samedi au lundi, pendant trois jours, à la résidence impériale. M. Larès, chargé de porter la parole par tous les membres de la commission, avait supplié l'empereur de ne pas s'éloigner du territoire, affirmant, au nom du clergé dont l'abbé Fischer se portait garant, que Sa Majesté pouvait compter sans délai sur quatre millions de piastres et sur une armée prête à commencer les opérations. Marquez et Miramon acceptaient des commandements. Pendant que le premier de ces généraux occuperait la capitale et protégerait la vallée de Mexico, ainsi que les plateaux de l'Anahuac contre les tentatives de Porfirio Diaz, le second devait courir au nord livrer bataille aux troupes d'Escobedo. La victoire ne pouvait être douteuse, surtout avec le concours dans l'intérieur du brave Mejia, dont le